

En luttes

Après le 19 avril, poursuivons les grèves, construisons un front commun

La journée du 19 avril, appelée nationalement par seulement deux organisations, pour la défense des services publics, de l'emploi et des salaires a rassemblé des dizaines de milliers de manifestant-es. Elle a constitué un moment de rencontre important dans la rue mais aussi dans des assemblées générales ouvertes ou communes dans les services.

Ce qui s'est affirmé à cette occasion, c'est la volonté de défendre pied à pied les revendications portées dans les différents secteurs en lutte. Mais aussi de les mettre en commun parce que dans toutes ces luttes des préoccupations communes émergent :

défense des services publics, augmentations de salaires, défense de l'emploi et des conditions de travail. Elles se confrontent au business modèle du CAC40. C'est cette orientation portée par le Medef et par le gouvernement qui met en avant la rentabilité contre le service public, le mérite de quelques un-es contre les droits de tous-tes, la productivité contre l'emploi et le lien social, tout cela pour enrichir une fraction infime de la population. Le gouvernement montre chaque jour son entêtement mais nous avons la détermination. Il nous faut plus de forces et plus d'unité dans les luttes comme entre les organisations syndicales.

Solidaires continue le combat dans les secteurs en lutte aujourd'hui, à la SNCF, à Air France, Carrefour, dans les facs, les finances publiques, les hôpitaux, dans l'éducation... Solidaires appelle à faire un premier mai de lutte résolue, mais aussi un 2 mai et un 3 mai qui sera une grande journée dans les finances publiques, parmi les précaires de l'éducation, et dans le rail à nouveau... et à saisir toutes les occasions de lutter ensemble pour nous rendre plus enthousiastes et plus fort-es. Il nous faut inscrire les mouvements dans la durée, les élargir, les amplifier malgré la répression qui s'abat de manière brutale dans les cortèges et les évacuations, à la ZAD ou dans les facs.

Dans la semaine qui précède le premier mai nous appelons à réunir de grands meetings unitaires de lutte pour avancer dans ces perspectives. Le premier mai et les jours qui suivent soyons toutes et tous à l'initiative !

Facs en lutte

Parmi les faits marquants de la semaine passée dans les universités, on pointera notamment le blocage des Instituts de sciences politiques, l'évacuation violente par les forces de l'ordre de Paris 1 Tolbiac ainsi que celle de Paris 1 Saint-Charles et la mise en mouvements (blocages et Assemblées Générales) d'une multitude d'universités de régions ainsi que la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 avril avec de beaux cortèges étudiants alors que l'agenda de mobilisation est très chargé en ce moment !

On compte une cinquantaine de campus toujours mobilisés dans toute la France contre le plan Vidal, la sélection à l'université et toutes les régressions qui y sont liées ! Dans de nombreuses facs mobilisées des cours alternatifs ont eu lieu, ainsi que des débats, ateliers et échanges autour de thèmes divers et variés. Et tout de même une mobilisation qui continue de monter malgré les vacances et les partiels !

Fonction publique : le 22 mai

Les organisations syndicales CFE/CGC – CFTC – CGT – FAFP – FO – FSU – SOLIDAIRES s'opposent aux objec-



tifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon voire de privatisation de missions publiques.

Elles appellent les agent-es à une nouvelle journée de grève et de manifestations dans l'ensemble de la Fonction publique le 22 mai prochain. Elles appellent à la tenue immédiate d'assemblées générales et d'Heures mensuelles d'information (HMI) pour alimenter le débat entre les agent-es et inscrire les mobilisations et la grève dans la continuité. Les organisations appellent à développer partout des initiatives et actions pour rassembler sur la nécessité de préserver la Fonction publique : meetings, rassemblements, conférences de presse, forums, pétition, adresse aux usager-es... Elles prévoient d'ores et déjà un temps fort de mobilisation lors du rendez-vous salarial prévu à la mi-juin.

A la SNCF, on continue et on renforce la grève

Les Fédérations SUD-Rail, CGT, UNSA, CFDT et FO ont lancé un appel à renforcer la grève, ont mis fin à la concertation avec la ministre des transports. Il va falloir maintenant que Macron et Philippe entendent les revendications des grévistes parce que tant qu'ils n'y répondront pas, nous continuerons ! La Fédération SUD-Rail continuera de porter les revendications des grévistes, mises en avant par les assemblées générales, dans le prolongement de la plateforme interfédérale unitaire. Nous pensons qu'il faut maintenant désorganiser encore plus la production et débattre dans les AG des modalités pour peser davantage et faire plier le gouvernement. Le préavis de grève reconductible SUD-Rail permet à chacun de gérer sa grève et de s'inscrire dans les initiatives qui seront décidées dans les AG.

Marée blanche des hospitalier-ères le 15 mai

Dans la perspective d'une marée blanche prévue à Paris le 15 mai prochain, les hospitalier-ères mobilisé-es depuis plusieurs semaines pour dire STOP au démantèlement programmé des établissements de santé (mardis de la colère), organisent leur 4ème Assemblée Générale Nationale des hôpitaux en lutte le mardi 24 avril à Angers.

Nous refusons le chantage du PDG d'Air France

Depuis février 2018 un conflit oppose l'ensemble des salarié-es à la direction d'Air France sur un sujet très important : nos salaires ! Depuis 2012, nos salaires sont bloqués et nous avons perdu 6% de pouvoir d'achat. Aujourd'hui, le PDG, J.M Jannailac veut poursuivre cette politique

délétère et confiscatoire alors que lui a touché plus d' 1 million d'€uros de salaire en 2017 ! Il veut imposer à l'ensemble des salarié-es un accord qui ne règle rien. Face au refus des organisations syndicales, il veut soumettre cet accord pourri à un référendum pour demander aux salarié-es s'ils/elles acceptent de renoncer à la majeure partie d'un légitime rattrapage.

Avec 9 jours de grève et une gestion calamiteuse de ce conflit, la direction essaye maintenant de culpabiliser les salarié-es avec les pertes économiques subies et la perte de confiance des clients.

Nous en avons marre de ces dirigeants qui refusent de redistribuer les richesses créées. Nous en avons marre des chantages et des ultimatum comme seul dialogue social. Nous poursuivons notre mouvement et nous sommes à nouveau en grève les 23 et 24 avril !

Dans l'éducation...

Dans l'éducation les raisons de se mobiliser ne manquent pas : baisse du nombre des postes ouverts aux concours de recrutement, baisse des dotations horaires pour l'année scolaire prochaine, réforme du bac et du lycée, réforme de l'accès à l'université, réforme du 1er cycle universitaire, recours accru aux contractuel-le-s... Après le succès du 22 mars, SUD éducation a soutenu une journée nationale de grève des précaires initiée par un collectif de précaire. Bien qu'aucun cadre unitaire n'ait pu être obtenu au niveau national, cette journée a été marquée par des rassemblements dans 25 villes et des mobilisations significatives : dans l'académie de Paris on a par exemple dénombré un millier de grévistes et une dizaine de vies scolaires complètement fermées. Il s'agit maintenant de poursuivre ces mobilisations et de réussir la prochaine journée de grève le jeudi 3 mai. La CGT et SUD éducation proposeront d'en faire le point de départ de reconductions.

Les chômeur-euses se mobilisent pour leurs droits

La réforme de l'assurance chômage élégamment appelée « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » est présentée au conseil des ministres ce 25 avril. Cette « réforme » renforce le contrôle des chômeurs et chômeuses et menace le financement actuel. Solidaires sera dans la rue avec les associations de chômeur-euses ce 25 avril pour réaffirmer les droits de tous et toutes à une indemnisation comme continuation du salaire et en tout état de cause une indemnisation pour toute les causes de chômage en référence au SMIC. Des initiatives sont prévues dans plusieurs villes de France. A Paris les associations appellent à un rassemblement mercredi 25 avril à 14h au siège de l'Unedic, 4 rue Traversière.